



Le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez s'est exprimé lundi 29 avril.

Pedro Sanchez se contente d'annoncer qu'il reste Premier ministre

Espagne Le socialiste avait mis sa démission sur la table face au "harcèlement" politique visant sa femme.

Alban Elkaïm
Correspondant à Madrid

En sortira-t-il grandi ou affaibli? À l'issue des cinq jours qu'il s'était donnés pour prendre une décision quant à son maintien à la tête du gouvernement espagnol, le socialiste Pedro Sánchez a annoncé qu'il restait à son poste de Premier ministre, lundi 29 avril. Sans autre annonce d'importance, la déclaration a laissé une certaine perplexité en Espagne, où nombre d'observateurs s'attendaient à ce qu'elle soit au minimum assortie d'un vote au Parlement pour lui renouveler sa confiance. Difficile, pour l'heure, d'évaluer les effets de cet épisode sur un leader connu pour ses paris risqués et sa résilience exceptionnelle, dans une ambiance politique de plus en plus polarisée.

Après l'ouverture d'une enquête sur sa femme pour "corruption" et "trafic d'influence", suit aux accusations d'un syndicat proche de l'extrême droite, Pedro Sánchez avait adressé une lettre aux Espagnols, dénonçant une stratégie de "harcèlement" de la droite et de l'extrême droite, où il se donnait jusqu'au lundi pour décider si "tout cela valait la peine". Jusqu'au dernier moment, personne n'a su quelles étaient ses intentions. Même dans son cercle politique le plus proche, plongé dans une certaine nervosité selon la presse espagnole.

Dans le pays, l'ensemble des poids lourds du Parti socialiste (PSOE) ont appelé leur leader à ne pas jeter l'éponge. Les chefs de file de toutes les autres formations politiques qui ont appuyé son investiture en décembre l'ont, eux, assuré de leur soutien si un nouveau vote de confiance était organisé. Des milliers de parti-

sans ont défilé devant le siège national du PSOE, à Madrid, samedi et dimanche, pour montrer leur appui. *"Si nous acceptons, en tant que société, que l'affrontement partisan justifie la haine, la rhétorique insidieuse et le mensonge, alors, ça n'en vaut pas la peine"*, a démarré Pedro Sánchez, lundi matin. *"J'ai décidé de continuer [comme Premier ministre]. [...] Je m'engage à travailler sans répit, avec fermeté et sérénité à la régénération de notre démocratie et pour l'avancée et la consolidation des droits et libertés. [...] Il n'y a qu'une manière d'inverser la tendance: que la majorité sociale se mobilise. [...] [Les maux de l'Espagne] font partie d'un mouvement réactionnaire mondial qui aspire à imposer son agenda rétrograde."*

Stratégie ou sincérité?

"Que la démarche de Sánchez ait été sincère ou pas, ce dénouement corrobore les dires de ceux qui pensaient s'agir de pure stratégie et que Sánchez n'abandonnera le pouvoir pour rien au monde. Cela met en place un récit théâtralisé dans lequel si tu es contre Sánchez, tu es contre la démocratie. C'est préoccupant, car cet épisode porte une tentative de contrôle des médias et de la justice, et montre que s'attaquer à sa femme sera dangereux", estime Maria José Canel Crespo, professeur de communication politique et publique à l'université Complutense de Madrid. *"Je crois que cette démarche vient d'un véritable ras-le-bol, mais que ça lui a bénéficié. La politique, c'est aussi une affaire d'émotions, pas seulement de tactique"*, assure, quant à lui, Jaime Ferri Durá, professeur émérite de sciences politiques à l'université Complutense. *"Et s'il restait des doutes sur la solidité du bloc politique qui le soutient au Parlement, ils ont été levés."*

Reste à voir comment se matérialise la promesse de régénération démocratique. Jusque-là, les "quitte ou double" de Pedro Sánchez lui ont réussi. Mais, cet épisode permettra-t-il de limiter la tension liée aux élections catalanes du 12 mai, qui pourraient ébranler l'exécutif, et de mobiliser la gauche aux législatives européennes du 6 au 9 juin?

Begoña Gómez, l'épouse ciblée par l'opposition

Je n'ai pas honte de dire que je suis un homme profondément amoureux de sa femme qui vit avec impuissance le fait qu'elle soit traînée dans la boue tous les jours", c'est ainsi que le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez avait justifié sa décision de prendre quelques jours de recul, mercredi 24 avril, pour décider s'il restait ou non à la tête de l'exécutif. Depuis plus d'un mois, Begoña Gomez est la cible d'attaques répétées de l'opposition, qui l'accuse d'avoir profité de sa condition d'épouse du Premier ministre pour favoriser des entrepreneurs de son entourage.

La lettre du Premier ministre socialiste a été écrite le jour où une enquête sur Begoña Gomez a été ouverte pour "corruption" et "trafic d'influence". L'affaire a été portée devant un tribunal de Madrid par le syndicat Manos Limpias ("Mains propres"), proche de l'extrême droite et coutumier de ce type d'actions. Il reproche à Begoña Gómez d'avoir usé de sa condition pour favoriser un collaborateur dans l'attribution de marchés publics, ainsi que pour favoriser le sauvetage de la compagnie aérienne Air Europa. L'entreprise a effectivement reçu 475 millions d'euros du gouvernement. Mais d'autres compagnies ont été sauvées durant cette période, dont certaines concurrentes.

L'épouse fuit les projecteurs

Pedro Sánchez est marié à Begoña Gomez depuis 2006, peu après la naissance de leur première fille. Originnaire de Bilbao, dans le Pays basque, elle a fait carrière dans le conseil, notamment aux ONG, et dans l'enseignement. Depuis 2018, quand son mari a accédé à ses fonctions actuelles, elle s'est largement tenue éloignée des projecteurs, et sa vie familiale a été relativement préservée. Mais elle et son entourage ont toujours été un angle d'attaque pour ceux qui tentaient de causer du tort politiquement à son mari. Dès 2014, quand Pedro Sánchez a pris la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Une rumeur persistante affirme, par exemple, qu'elle est en réalité une femme trans, ce qui, pour ses auteurs, discrédite le Premier ministre.

Mais c'est en février, avec l'éclatement de "l'affaire Koldo", un scandale de corruption impliquant un ex-conseiller de l'ancien ministre des Transports, José Luis Abalos, que les accusations se durcissent. Tentant d'entraîner des membres du gouvernement dans cette affaire, l'opposition a commencé à accuser Begoña Gómez sur le sauvetage de Air Europa. Les accusations ont été crescendo depuis, dans la presse comme au Parlement.

Al. E., à Madrid